

Ilya PLATOV¹



LES RÊVES GÉORGIENS. POLARISATION POLITIQUE À L'HEURE DE LA TRANSNATIONALISATION

Résumé : La Géorgie connaît une forte polarisation politique intérieure exacerbée par les rivalités géopolitiques entre Russie et l'Occident pour l'influence ce pays – carrefour stratégique entre le l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Disposant de ressources naturelles limitées, le pays est fortement dépendant à la fois de l'aide internationale occidentale et du commerce avec la Russie, alors même que l'État reste faible. Cette polarisation n'est cependant pas tant le produit d'ingérences étrangères que des ambivalences du roman national géorgien et des tensions qui lui sont inhérentes : identité séculière et religieuse, conception ethnique et civique de la nation ; nationalisme d'État et nationalisme populaire. La religion orthodoxe est aujourd'hui au cœur de l'identité nationale géorgienne. Ces clivages sont aujourd'hui accentués par les logiques de transnationalisation, l'une portée par des acteurs proches des élites occidentalises, les ONG et les organisation internationales et régionales (UE), et l'autre par l'Église orthodoxe et les organisations religieuses porteuse de valeurs conservatrices qui exercent une pression sur le parti au pouvoir et le contraignent à se repositionner.

Mots-clefs : Géorgie, transnationalisation, Union Européenne, Russie, nationalisme, Église orthodoxe

GEORGIAN DREAMS: POLITICAL POLARIZATION AND LOGICS OF TRANSNATIONALIZATION

Abstract: *Georgia is experiencing intense internal political polarization exacerbated by geopolitical rivalries between Russia and the West for influence over this strategically located country, a crossroads between East and West, North and South. With limited natural resources, the country is heavily dependent on both Western international aid and trade with Russia, while the state remains weak. However, these weaknesses are not so much the result of foreign interference as they are of the ambivalences characteristic of the Georgian national imagination and the inherent tensions within it, between secular and religious identity, ethnic and civic conceptions of the nation; between state nationalism*

1. Professeur des universités, INALCO, Paris

and popular nationalism. These divisions are currently accentuated by transnationalization logics, one driven by Westernized elites, NGOs, and international and regional organizations (EU), and the other by actors such as the Orthodox Church, which upholds conservative values and necessitates repositioning.

Keywords: Georgia, transnationalization, European Union, Russia, nationalism, Orthodox Church

ENCORE RÉCEMMENT, l'identité de la Géorgie fut celle d'un petit pays situé à la périphérie des grands empires (Russie, Perse, Empire ottoman), cherchant à préserver ses traditions et son mode de vie et confronté au risque de l'absorption ou de l'assimilation². Depuis l'indépendance le pays est progressivement devenu un carrefour dynamique entre Est et Ouest. Le dilemme entre une orientation vers l'Ouest (l'UE) et le Nord (la Russie) reste toutefois central pour la vie politique géorgienne, exacerbé aujourd'hui par des logiques de transnationalisation qui dépassent les frontières nationales et agissent désormais à l'échelle mondiale. Nous allons explorer la manière dont celle-ci opèrent dans la récente crise politique qui a débuté en 2023.

En effet, bien que la Géorgie bénéficie d'une conjoncture économique plutôt favorable due à la bonne gestion économique du gouvernement actuel (7,5 % de croissance en 2023, 5,7 % attendu en 2024 selon le FMI) le pays est aujourd'hui soumis à une forte polarisation de la scène politique intérieure sur fond de tensions géopolitiques entre la Russie et l'Occident et des conflits régionaux impliquant les pays voisins tels que l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Turquie et l'Iran. Dans ce contexte incertain le régime actuel tente bien que mal de balancer entre l'UE et la Russie et de maintenir sa souveraineté dans le contexte hautement volatil du Caucase du Sud.

Une scène politique polarisée

Depuis plusieurs années déjà, la Géorgie connaît une forte polarisation de la scène politique intérieure qui s'était manifestée en 2023 par des mouvements de protestation importants dans les rues de Tbilissi dirigés contre le projet de loi sur l'« influence étrangère » reportée puis définitivement adoptée par le parlement géorgien le 14 mai 2024. À part les protestataires et les représentants d'ONG concernés, les principaux protagonistes aujourd'hui sont le parti au pouvoir Rêve géorgien de Bidzina Ivanichvili et l'opposition menée par le Mouvement national uni (MNU) de l'ancien président Mikheil Saakachvili et les partis qui lui sont alliés.

2. Suny Ronald Grigor, *The Making of the Georgian Nation*, Indiana University Press, 1994, p. 315.

Le conflit se joue principalement autour de l'adoption de cette loi considérée comme étant « prorusse » car calquée sur une loi similaire adoptée en Russie en 2012. Cette initiative du Rêve géorgien a immédiatement soulevé de fortes protestations de la part du MNU et a suscité des craintes largement relayées par la presse occidentale concernant un tournant soi-disant « prorusse » du pays³. La présidente géorgienne Salomé Zourabichvili, une ancienne diplomate française, a mis son veto à la loi qu'elle décrit comme « russe dans son essence »⁴. La loi viserait avant tout à compliquer le fonctionnement des ONG jugées proches de l'opposition et financées par l'Occident. L'adoption de cette loi a suscité de nombreuses réactions négatives de la part des dirigeants de l'UE, qui y voient l'amorce d'un rapprochement avec la Russie. Les défenseurs de cette loi invoquent pour leur part la volonté de transparence et s'inquiètent de l'ingérence de puissances étrangères disposant de vastes ressources financières pour promouvoir leur influence. Ils citent une loi similaire aux États-Unis qui oblige toute organisation financée par l'étranger d'afficher leurs sources de financement.

Le Premier-ministre géorgien Irakli Kobakhidze avait de son côté accusé Mikheil Saakachvili et ses partisans d'entraîner le pays dans un conflit avec la Russie : « le principal objectif de ces gens est d'ukrainiser la Géorgie, faire en sorte que la Géorgie partage le sort de l'Ukraine »⁵. Le milliardaire Bidzina Ivanichvili, qui dirige en coulisses le parti Rêve géorgien (et le pays), le 29 avril 2024, a dénoncé le « parti mondial de la guerre » qui fomenterait un coup d'Etat pour renverser le régime actuel, tout en réaffirmant sa volonté de continuer sur la voie de l'intégration. Le parti au pouvoir en Géorgie, en défendant le projet de loi sur l'« influence étrangère », assure qu'il ne contredit pas les principes démocratiques et assure que la Géorgie continuera à progresser vers l'adhésion à l'Union européenne, et que c'est l'opposition, et non le gouvernement, qui agit dans l'intérêt de la Russie en l'entraînant dans un conflit suicidaire.

Des explications plus pragmatiques, sont également avancées pour expliquer la détermination du gouvernement à adopter cette loi, ainsi qu'une autre visant à interdire la « propagande LGBTQ » : il s'agirait d'une manœuvre habile visant

3. Teurtrie David, « Géorgie : les enjeux de la loi sur l'influence étrangère », 21 mai 2024, <https://www.leclubdesjuristes.com/international/georgie-les-enjeux-de-la-loi-sur-linfluence-etrangere-6013/>

4. *Ibidem*. Mesure symbolique, dans la mesure où un vote de la majorité est suffisant pour renverser le veto.

5. *Ibidem*.

à marginaliser l'opposition à l'approche d'élections législatives prévues en octobre 2024, et de lui faire perdre le soutien des électeurs conservateurs⁶.

Il est tentant en Occident d'interpréter la politique de balancement du pouvoir géorgien comme un virage prorusse. Il faut toutefois rappeler que c'est bien le parti Rêve géorgien, actuellement au pouvoir, qui a signé l'accord d'association avec l'Union européenne en 2014 et obtenu le statut de candidat officiel à l'UE fin 2023. Le pays est en outre candidat à l'OTAN qui le considère comme l'un des « plus proches partenaires » de l'Alliance, et n'a toujours pas de relations diplomatiques avec la Russie⁷. Le gouvernement estime nécessaire de maintenir une relation avec la Russie qui occupe une partie du territoire national (les républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud). Bien que le pays entretînt des relations étroites avec l'Ukraine, Tbilissi s'est ainsi abstenue des sanctions à l'égard de la Russie, et avait même rétabli des relations aériennes en 2023. Le pays profite du trafic transfrontalier qui s'est intensifié depuis l'adoption des sanctions. Il ne faut pas oublier non plus la diaspora géorgienne vit en Russie (150 000 personnes environs) qui assure un cinquième des envois de fonds réalisés par la diaspora au profit des familles restées au pays⁸. Dans l'autre sens, Depuis 2022, pas moins de 100 000 citoyens russes plutôt aisés, représentants des nouvelles professions urbaines ont fui leur pays, une situation qui contribue à l'économie géorgienne, bien qu'ils aient aussi contribué à la hausse des prix de l'immobilier à Tbilissi. Le tourisme, secteur-clé de l'économie, se développe grâce aux touristes russes. Ces actions (ou inactions) ont donné l'impression que le pouvoir géorgien prenait le contre-pied des Occidentaux depuis le début de la guerre en Ukraine. Il n'est donc pas surprenant que dans les médias occidentaux le projet d'adoption de la loi sur les influences étrangères ait été présenté comme une preuve d'une dérive prorusse du gouvernement géorgien dominé par le parti Rêve géorgien, voire d'une ingérence russe.

Un pouvoir fort et un État faible

L'instabilité politique actuelle a pour arrière-plan la faiblesse structurelle de l'État géorgien. Au début des années 1990 le pays a dû faire face à la faillite de l'État, confronté à la déliquescence des institutions, à des conflits ethno-territoriaux et une

6. Nika Melia, responsable du parti d'opposition Akhali, cité dans « Un projet de loi contre la communauté LGBTQ introduit en Géorgie », *Le Devoir*, 4 juin 2024, <https://www.ledevoir.com/monde/europe/814243/projet-loi-contre-communautelgbtq-introduit-georgie>

7. Teurtrie David, *Ibidem*.

8. Teurtrie David, « Les nouveaux contours de l'influence russe dans le Sud-Caucase », *Confluences Méditerranée*, n° 1, 2023, p. 52.

guerre civile. Le népotisme et le clientélisme, déjà présent à l'époque soviétique, n'a pas disparu mais s'est au contraire développé, étant donné que les liens interpersonnels devaient palier à la démission de l'État et l'effondrement de l'économie qui était très dépendante du marché soviétique. Depuis cette époque la politique géorgienne fut dominée par de puissants réseaux informels. Les réformes entamées à l'ère Saakachvili (2004-2013) et du Rêve géorgien (2013-) ont en partie permis de réaffirmer l'autorité de l'État, détruire les réseaux criminels, d'améliorer la collecte de l'impôt et la discipline budgétaire, tout en renforçant le contrôle central. Le président Saakachvili avait toutefois lui-même reconnu en 2005 que la Géorgie n'avait pas de tradition étatique moderne⁹.

Ainsi, le gouvernement géorgien issu de l'indépendance n'a pas su assurer l'unité du pays. Formellement, la Géorgie a une superficie totale de 69 700 km². Les deux républiques sécessionnistes – l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud – couvrent respectivement environ 8 700 km² et 3 900 km². En soustrayant ces territoires, la superficie restante de la Géorgie sous contrôle effectif du gouvernement géorgien est d'environ 57 100 km². Bien qu'officiellement la Géorgie n'ait pas renoncé à ces territoires, leur réintégration apparaît aujourd'hui bien peu probable vu l'état des relations actuelles avec la Russie et de l'attitude des dirigeants de ces républiques qui ne veulent pas renoncer à leur indépendance, assurées qu'ils sont du soutien russe.

La sécession de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud fait que la Géorgie qui est aujourd'hui sous contrôle effectif du gouvernement géorgien se caractérise par une homogénéité ethnique plus grande par rapport à 1989, lorsque les Géorgiens représentaient 70,1 % de la population, les autres étant les Azerbaïdjanais, les Russes, les Arméniens, les Abkhazes et les Ossètes. En 1989, on pouvait parler d'une république pluriethnique au sein de l'URSS. En 2023, les minorités ethniques en Géorgie représentent seulement 13,2 % de la population totale. La question des minorités reste cependant importante, et représente un facteur supplémentaire qui contribue à la polarisation du pays.

La Géorgie, bien que relativement petite en superficie, est un pays marqué par une grande diversité linguistique. En plus du géorgien, qui est la langue officielle et parlée par la majorité de la population, le pays abrite plusieurs autres langues. Parmi les langues minoritaires, à part l'abkhaze et l'ossète, il faudrait mentionner des langues régionales telles que le mingrélien et le svane, qui appartiennent à la

9. Jones, Stephen F., *Georgia : A Political History Since Independence*, London & New York, I.B. Tauris, 2015, p. 141.

même famille linguistique que le géorgien mais sont mutuellement inintelligibles. En outre, le russe, l'arménien et l'azéri sont également couramment parlés par les communautés respectives. Selon les recensements les plus récents, environ 85,84 % de la population géorgienne se dit chrétienne, principalement de confession orthodoxe géorgienne. Les musulmans constituent environ 11 % de la population.

La faiblesse du centre, les divisions régionales et le désordre politique suscite une demande pour un État protecteur mais nourrit aussi une tradition de défiance et d'opposition à l'État, centrée sur la famille, ses réseaux d'entraide, et sur les traditions qui mettent en valeur la « loi morale »¹⁰. L'opinion largement partagée est que l'État ne protège pas suffisamment les citoyens. L'absence de l'État fut palliée par l'existence d'une riche tradition associative dont les racines remontent au XIX^e siècle. Des sociétés savantes, caritatives et d'entraide s'étaient alors développées à la suite des réformes de l'éducation et du gouvernement local dans les années 1860. Les ONG qui jouent un rôle important dans la politique géorgienne, très actifs sur la scène politique, se sont développées grâce à cette tradition renforcée par les pratiques d'accoutance de la période soviétique¹¹.

La tradition politique géorgienne est marquée par la tendance « centripète » (*centripetalism*), une pratique politique qui favorise la centralisation du pouvoir et l'unité nationale, qui a pour corolaire la domination du parti unique et le culte de la personnalité¹². Dans l'histoire récente, la perception d'une menace existentielle a toujours favorisé l'exécutif et le recours à l'homme providentiel, et non la séparation des pouvoirs et l'état de droit.

En Géorgie l'alternance politique fut rarement pacifique, et s'est souvent accompagnée de règlements de compte avec les représentants et les partisans du pouvoir précédent : le renversement du premier président élu Zviad Gamsakhourdia en 1992, suivie par celui du président Edouard Chevardnadze après la « révolution des roses » en 2003. Bien que la transition de 2012 fût pacifique, le président sortant Mikheil Saakachvili, battu aux élections législatives, fut néanmoins forcé à quitter le pays en 2013. Rentré clandestinement en Géorgie en 2021, il voulut susciter un mouvement politique afin de renverser le parti en place, mais a échoué. Arrêté en 2021, il purge actuellement une peine de six ans de prison pour abus de pouvoir et corruption. Dans ce contexte, les craintes du Rêve géorgien concernant

10. Stephen Jones, *Ibidem*, p. 141.

11. *Ibidem*

12. Jones Stephen F., MacFarlane Neil (dir.), *Georgia : From Autocracy to Democracy*, Toronto, University of Toronto Press, 2020, p. 6-7.

d'éventuelles représailles en cas de retour du MNU au pouvoir ne sont pas du tout infondées.

Ainsi, L'héritage des conflits colore la perception du rôle et de la place des minorités ethniques, linguistiques et religieuses, perçus comme une menace et un handicap à la cohésion nationale. Le centralisme et le discours sur l'unité nationale est aujourd'hui prédominant, et le politique qui s'énonce principalement en termes identitaires.

Le nationalisme géorgien, socle du consensus idéologique de la société

Au-delà de la faiblesse de l'État, la polarisation politique actuelle doit surtout être envisagée dans la longue durée, dans les perceptions différentielles du roman national géorgien conditionné par l'histoire et la culture. En Géorgie, c'est le nationalisme qui constitue le socle idéologique du consensus de la société, une *lingua franca* qui fournit un répertoire de référence aussi bien aux autorités et qu'à l'opposition. Comme en Russie, il est aussi la matrice du *politiquement correct*, selon l'expression de Jean-Robert Raviot¹³. Il ne s'agit pas ici de nier la diversité des nationalismes en Géorgie, les disparités et les variantes doctrinales. Diverses typologies avaient été proposées : on y trouve un nationalisme conservateur et un nationalisme de référence marxiste, un nationalisme religieux centré autour de la foi orthodoxe et un nationalisme sécularisé centré sur la langue avant 1917, un nationalisme officiel et un nationalisme dissident à l'époque soviétique, et enfin un nationalisme d'État et un nationalisme populiste, sans oublier la distinction entre nationalisme civique et ethnique. Par-delà ces variations, le thème le plus récurrent est le maintien du peuple, de ses traditions et de ses usages face aux puissances impériales hégémoniques voisines.

Pays historiquement divisé, l'émergence d'un mouvement nationaliste avait pour préalable la volonté d'unifier un pays divisé à travers la culture, une tâche prioritaire pour les intellectuels nationalistes géorgiens du XIX^e siècle, alors que le pays fait partie de l'Empire russe. En 1860, l'écrivain et intellectuel nationaliste Ilia Tchavtchavadzé avait formulé une triade sensée être à la base de la nation géorgienne : Patrie, Langue,

13. Jean-Robert Raviot distingue dans le cas russe *nationalisme* en tant que faisceau d'idées et *patriotisme*, le sentiment d'attachement à la patrie. Cette distinction est moins pertinente pour le cas géorgien. Nous employons donc le terme nationalisme, considéré ici comme étant axiologiquement neutre : Raviot Jean-Robert, *Démocratie à la russe : pouvoir et contre-pouvoir en Russie post-soviétique*, Ellipses, Paris, 2008.

Foi¹⁴. L'important est que Géorgie disposait ainsi de « ressources culturelles profondes » (A. D. Smith), d'un réservoir de mythes et de symboles permettant la mise en forme du sentiment national dans le contexte de la modernité, dont le souvenir de l'Etat médiéval indépendant (x^e-xiv^e siècle), la religion orthodoxe et un alphabet distinct¹⁵. Il s'agit d'un nationalisme indissociablement « civique » et « ethnique » : la « patrie » que mentionne Tchavtchavadzé évoque aussi bien la nation civique « à la française » que l'attachement à la terre ancestrale, au territoire (« ethnoscape »).

À côté d'éléments « immuables » tels que la langue et la religion, l'idée d'un destin historique commun, une conception plus volontariste et tournée vers l'avenir, est également une composante clé de l'identité nationale géorgienne. Depuis ses débuts, le nationalisme géorgien avait pris une forte coloration utopique, socialiste et antibourgeoise. À la suite de l'émancipation des serfs dans les années 1860, la noblesse géorgienne ruinée déménagea dans les villes où elle s'est vue concurrencée par une minorité arménienne relativement prospère grâce à l'accès au marché russe. Certains de ces nobles avaient dès lors rejoint des organisations nationalistes ou socialistes pour combattre la bourgeoisie personnifiée par la minorité arménienne et l'administration impériale russe. Le marxisme en Géorgie s'appuyait sur l'identité ethnique et bénéficiait du soutien de la paysannerie et du prolétariat urbain¹⁶.

À l'époque soviétique, on préférait ne pas évoquer les racines religieuses de la nation géorgiennes, bien que l'antiquité de la nation géorgienne, sa parenté avec les grandes civilisations de l'Antiquité fût au contraire régulièrement invoquée et exaltée. Ces conceptions s'appuyaient sur les textes d'historiens grecs tels que Hérodote et Strabon. On parlait alors d'un « foyer culturel antique » (la Colchide, l'Ibérie), mais surtout des tribulations d'un petit pays pris en étau entre les grandes puissances orientales et occidentales¹⁷. Pour l'historiographie géorgienne la recherche des origines du peuple et l'État fut une tâche prioritaire.

Ainsi, la promotion des Kartvéliens¹⁸ en tant qu'ancêtres des Géorgiens reflète une vision autochtoniste transcaucasienne de la nation géorgienne, renforcée par

14. Jones Stephen, *Ibidem*, p. 46.

15. Anthony D. Smith, *Chosen Peoples*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

16. Suny Ronald Grigor, *Ibidem*, p. 144-165.

17. Шнирельман, Виктор (Chnirel'man, Victor), *Войны памяти : мифы, идентичность и политика в Закавказье* [Les guerres de mémoire. Mythes, identité et politique en Transcaucasie], М., Akademkniga, 2003, p. 292.

18. Les Kartvéliens sont un groupe ethnique caucasien autochtone de la région du Caucase, principalement de la Géorgie. Leur nom est dérivé de Kartli, une région historique de Géorgie centrale, également connue sous le nom d'Ibérie en langue grecque et latine antique. Le terme « Kartvéliens »

l'archéologie et sa popularisation subséquente. L'existence d'une culture archéologique était considérée comme une preuve suffisante de l'antiquité, de l'unité ethnique et linguistique du peuple géorgien. Cependant, dès le début des années 1930, il n'était plus question de « l'unité nationale », et les « anciens Géorgiens » étaient représentés plutôt comme un amalgame de tribus de différentes origines qui avaient pénétré dans le Caucase en ordre dispersé. L'accent est mis sur la diversité des apports et des influences qui avaient façonné le peuple géorgien au cours des siècles. On ne parlait plus d'un hypothétique État géorgien antique car cela allait à l'encontre du dogme marxiste qui niait l'existence de l'État dans une « société clanique » sans classes.

La conception autochtoniste de l'origine du peuple a néanmoins triomphé dans les années 1960, et en parallèle la réhabilitation de l'État médiéval de Tamara et de David. Il s'agissait en outre de minimiser le rôle culturel des colonies grecques hellénistiques, et de souligner les racines autochtones de l'État à l'histoire ininterrompue et plurimillénaire. L'ethno-nationalisme devait justifier un « droit » sur des territoires et les institutions étatiques, favorisé par le principe de la division ethno-territoriale de l'URSS. Les Abkhazes et les Ossètes étaient considérés comme des nomades tard venus, des peuples migrants sans racines. Le nationalisme géorgien des années 1980 reprit les références au « glorieux passé historique » du pays, selon lequel le territoire de la Géorgie s'étendait de « Nicopsis à Derbent », et qui incluait des territoires qui font aujourd'hui partie de la Turquie, de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan¹⁹. En 2000, la Géorgie a officiellement célébré les 3000 ans de son existence étatique, ce qui témoigne de la résilience du mythe national à l'époque contemporaine²⁰.

Le récit historique géorgien est marqué par la lutte pour l'indépendance de l'URSS en 1989-1991. Parmi les premiers symboles les plus marquants utilisés par les nationalistes géorgiens dans leur lutte pour l'indépendance en 1989-1990 figuraient le royaume médiéval et la foi orthodoxe²¹. La menace du séparatisme et de la guerre civile a encore remis au premier plan la préservation et le maintien de l'intégrité et de la souveraineté de l'État. En 2008, les relations entre la Russie et les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud se sont détériorées davantage et ont abouti à une guerre. Depuis lors, il y a eu des tensions et des conflits

englobe principalement les Géorgiens (qui se désignent eux-mêmes comme *Kartvelebî*), ainsi que d'autres groupes ethniques géorgiens plus petits comme les Mingréliens, les Svanes et les Lazes.

19. Шнирельман, Виктор, *Ibidem*, p. 179.

20. *Ibidem*, p. 348.

21. *Ibidem*, p. 334.

entre les deux pays. Cela a renforcé la méfiance vis-à-vis des minorités ethniques (Azéris, Arméniens, Grecs, etc.) et a conduit les autorités à privilégier le centralisme et d'abolir les restes d'autonomie locale. Le sociologue russe spécialiste du nationalisme caucasien V. Chnirel'man estime que le mythe des Argonautes fut plébiscité aussi bien par les autorités que par l'opinion publique. L'idée de l'antiquité de la nation est également fortement ancrée dans les esprits, comme en témoigne l'exhibition en 2000 des restes fossiles d'*Homo erectus* datées de 1,8 millions d'années, désignées comme celles du « premier européen », dans le contexte du rapprochement souhaité avec l'UE²². Le souvenir de la Colchide et des Argonautes est toutefois également réclamé pour asseoir leur légitimité par les nationalistes abkhazes.

Polarisation politique et facteur religieux

Ainsi, l'identité collective en Géorgie fusionne l'appartenance nationale et religieuse, ce qui permet de mieux comprendre les divisions politiques et sociétales actuelles. Les événements de 2023 ont encore une fois démontré la résilience des mythes des ancêtres glorieux, ainsi que les mythes d'élection et les mythes eschatologiques.

Ce nationalisme à forte coloration messianique promu par l'Église orthodoxe situe l'âge d'or de la piété, de la puissance étatique et de l'épanouissement culturel au XI^e siècle, celui de la reine Tamar et de David IV (« le Bâtitteur »). La langue géorgienne, source et symbole de la nation, est considérée par le clergé et par une frange du public orthodoxe comme une langue originelle et donc sacrée : elle est la langue du Christ, tout comme la Géorgie est le lot de la Mère de Dieu, et le Chiton (Tunique) du Seigneur est conservé en terre géorgienne. L'alphabet géorgien est lui aussi considéré par certains prêtres et intellectuels comme un alphabet sacré, l'un des rares alphabets dans le monde qui peut se prévaloir d'une origine autochtone. Certains le considèrent comme la langue de la Parousie. Dans ce contexte il est significatif que l'Église orthodoxe de Géorgie se soit approprié la figure d'Ilia Tchavtchavadze, pourtant acteur de la sécularisation géorgienne, qui a été canonisé en 1987. La Géorgie a une mission divine car, d'après un mythe eschatologique, c'est le pays où sera établi le Royaume de Dieu sur Terre, la Jérusalem Céleste. L'idée de régénération, de résurrection de la nation est omniprésente dans les sermons du catholicos-patriarche Ilia II (1977-), qui confère un sens religieux à l'indépendance géorgienne nouvellement acquise²³.

22. *Ibidem*, p. 349.

23. Serrano Silvia, *Orthodoxie et politique en Géorgie postsoviétique*, Paris, Karthala, 2018, p. 67-68.

Il est nécessaire de rappeler que la religion orthodoxe fut un pôle de mobilisation dès la fin de l'ère soviétique. Le réveil religieux est à l'époque indissociable de la volonté de détachement du soviétisme et du totalitarisme. Il s'agit alors de moraliser l'espace public, de retrouver des valeurs humanistes en résonance avec l'Europe. Le succès du film *Le Repentir* (1984) de Tenguis Abouladzé, qui critique le totalitarisme stalinien se termine par la réplique « Et à quoi sert la route, si elle ne mène pas à une église ? »²⁴. Le retour à la foi signifiait alors simultanément un retour aux valeurs occidentales après la parenthèse soviétique.

La lutte pour la liberté religieuse se confond alors avec la lutte pour l'indépendance. Un des premiers rituels nationaux a été l'arrivée à Tbilissi d'une copie de l'icône de la Mère de Dieu d'Iveron en provenance de Grèce, le 9 octobre 1989, une cérémonie s'est déroulée dans une atmosphère d'exaltation religieuse en présence d'une foule nombreuse²⁵. Les photographies d'églises et les monastères de l'époque médiévale apparaissent alors très régulièrement dans les journaux, renforçant encore davantage la conception religieuse de l'identité géorgienne. Les photographies et dessins de ce haut-lieu de la mémoire nationale sont présentes partout, dans les brochures touristiques, les manuels scolaires, et bien entendu sur la toile. Ils font figure de principaux symboles de nation, sans oublier le drapeau national qui arbore une grande croix de saint Georges sur fond blanc et de quatre autres petites croix rouges, utilisé comme symbole du royaume d'Ibérie par le roi Vakhtang Ier Gorgassali au ^ve siècle, réadopté le 14 janvier 2004 par le président M. Saakachvili, déployé dans les cérémonies officielles mais également brandi par les manifestants anti-Rêve géorgien. Depuis les années 1990, aucun homme politique géorgien n'a pu réussir sans devoir afficher sa religiosité et sa proximité avec l'Église.

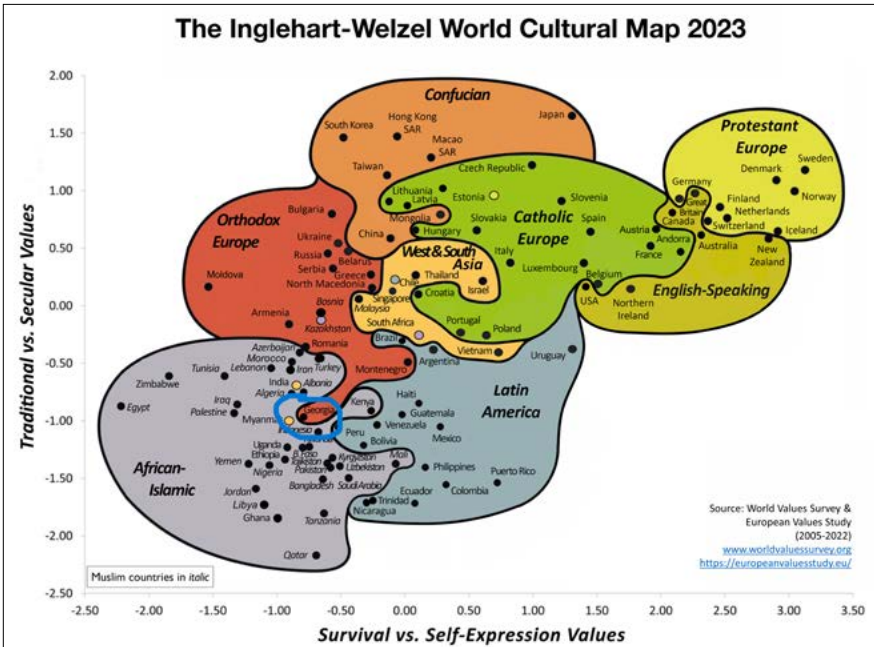
Une étude réalisée en 2018 par l'institut de recherche américain Pew Research Center avait montré que la Géorgie et le Ghana étaient les seuls pays où le niveau de religiosité parmi les jeunes (population de moins de 40 ans) était supérieur à celui de leurs aînés²⁶. Cela va à l'encontre du récit présenté dans la presse occidentale, où les protestations antigouvernementales de 2023-2024 sont présentées comme un affrontement entre la jeunesse occidentalisation et les générations qui ont grandi en Union soviétique. On constate cependant que les chiffres du Pew Research Center s'accordent avec les résultats de l'enquête du World Values Survey (WVS) [Enquête mondiale sur les valeurs] qui classe les valeurs culturelles des pays sur

24. *Ibidem*, p. 156.

25. Шнирельман, Виктор, *Ibidem*, p. 334.

26. https://www.ndi.org/sites/default/files/Poll%20Results%20%28English%29_0.pdf

deux axes principaux : les valeurs traditionnelles/séculières-rationnelles et les valeurs de survie/d'expression de soi. Sur la carte culturelle de monde d'Inglehart–Welzel (2023) la Géorgie se situe généralement dans le quadrant inférieur gauche, indiquant une prédominance marquée des valeurs traditionnelles et de survie, contrairement à la population rurale et des villes petites et moyennes. Au vu de l'importance des valeurs religieuses, la Géorgie représente une anomalie, car elle se trouve plus proche ici des pays tels que la Malaisie, la Birmanie l'Algérie et la Turquie, plutôt que des Etats postsoviétiques voisins tels que l'Arménie ou la Russie, pays bien plus sécularisés²⁷.



À la lumière de ces données, on comprend que la politique géorgienne soit aujourd'hui hautement polarisée autour des questions qui concernent la morale et les normes de comportement. La Géorgie se caractérise par un mélange de valeurs traditionnelles et de préoccupations de survie, influencées par son histoire religieuse et son contexte socio-économique post-soviétique. Ces dynamiques façonnent les attitudes politiques et sociales de la population, créant une société avec des

27. <https://www.worldvaluessurvey.org/WVSContents.jsp>

aspirations occidentales mais profondément enracinée dans ses traditions culturelles et religieuses.

Il n'est donc pas surprenant que le Rêve géorgien se soit davantage rapproché de l'Église et des milieux conservateurs opposés aux évolutions sociétales que ces derniers associent à l'intégration européenne. L'idée que seul un chrétien orthodoxe pouvait être un « véritable » Géorgien, et que les personnes appartenant aux minorités religieuses devaient donc se convertir est une idée souvent exprimée dans les milieux conservateurs. Dans le contexte d'une culture politique qui ne privilégie pas le compromis, le consensus et la coopération, source majeure de la polarisation actuelle, l'Église reste presque la seule institution unificatrice, ou du moins de loin la plus importante. Le paradoxe est que l'Église en tant qu'acteur politique a aussi tendance à exacerber, plutôt que d'apaiser ces conflits.

La crise géorgienne à l'ère de la transnationalisation

Dans une société où l'identité nationale est structurée par l'imaginaire religieux comme c'est le cas en Géorgie, la religion fournit un répertoire de signes et d'images qui permettent de légitimer le pouvoir mais aussi nourrir la contestation. En effet, dans le contexte d'un État faible, les ONG et autres acteurs ou entrepreneurs identitaires tels que l'Église orthodoxe de Géorgie a tendance à prendre un rôle considérable dans la sphère publique. À l'heure actuelle, ces processus débordent le cadre national et favorisent une logique de transnationalisation, la constitution des réseaux et des interactions qui opèrent à une échelle régionale ou mondiale.

Comme l'a montré Silvia Serrano, les associations orthodoxes d'un côté, les ONG soutenues par les organisations internationales « se saisissent et portent dans le débat public des questions auparavant marginales en Géorgie, mais discutées au sein d'autres sociétés » tels que l'avortement ou les droits LGBT et l'identité de genre²⁸. Deux logiques de transnationalisation opéreraient en parallèle, « l'une portée par des acteurs internationaux au nom de la démocratisation, l'autre par des acteurs religieux qui développent en réaction un discours conservateur homogénéisé »²⁹. L'affrontement entre ces deux logiques possède aussi une dimension sociale, car parmi les partisans de la première on trouve les élites occidentalises, et alors que la seconde est associée aux populations

28. Serrano Silvia, *Ibidem*, p. 148.

29. *Ibidem*

désignées comme des « déchets encombrants », vues comme obscurantistes ou/et pétries d'habitudes qui remontent à la période soviétique³⁰.

En ce qui concerne l'usage des mythes et symboles religieux dans la sphère publique, cette « homogénéisation » est tributaire d'un processus de déculturation mis en lumière par Olivier Roy dans *La Sainte Ignorance* (2008), la libération des marqueurs religieux de leur cadre culturel qui délimitent désormais non des sociétés réelles mais des identités³¹. Ce processus est un facteur qui renforce la logique de transnationalisation qui opère dans les deux sens : par exemple, alors que les groupes orthodoxes et conservateurs reprennent en à leur compte des éléments de discours des évangélistes américains, les référents décontextualisés peuvent à leur tour être appréhendés à l'étranger comme l'expression d'une lutte globale pour les « valeurs traditionnelles » menacées par les élites libérales ou *woke*. Dans les deux cas, on aboutit à l'extension de la normativité, qu'elle soit de tendance néolibérale ou conservatrice.

Comme le montre Silvia Serrano, ces mutations affectent les « représentations stratégiques » de l'étranger au sein de la société géorgienne³². Par exemple, les attitudes de la population vis-à-vis de la Russie sont plus ambivalentes que celles du gouvernement. Depuis les années 2000, l'Église géorgienne, à l'instar de l'Église orthodoxe russe, cherche à affirmer des valeurs morales contre celles véhiculées par la globalisation, et défend l'idée d'une « civilisation orthodoxe » commune avec la Russie³³. Partisan fervent de l'unité de l'oïkoumène orthodoxe, l'actuel patriarche Ilia II, maintient une certaine proximité avec le Patriarcat de Moscou. Il a d'ailleurs été formé en Russie dans les années 1950. Cette proximité se traduit par le refus de soutenir le Patriarcat de Constantinople dans le conflit qui l'oppose à Moscou pour le contrôle de l'orthodoxie ukrainienne³⁴. Si dans les années précédentes ce rapprochement avec Moscou répondait à une posture d'antagonisme avec les autorités, elle est aujourd'hui à son tour exploitée par le Rêve géorgien.

30. *Ibidem*, p. 205.

31. Roy Olivier, *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Paris, Seuil, 2008. La « déculturation » désigne le passage de la culture anthropologique partagée au code et à la norme.

32. Qu'elle définit, à la suite d'E. Manero, comme « la conceptualisation des rapports de force dans le système international et dans la société, destinée à former des critères de décision déterminés par la nécessité d'assurer la survie, que développent les membres d'un collectif d'identification déterminé » : Serrano Silvia, *Ibidem*, p. 269.

33. *Ibidem*, p. 269.

34. Teurtrie David, « Les nouveaux contours de l'influence russe dans le Sud-Caucase », *Ibidem*, p. 47.

La hiérarchie de l'Église géorgienne et les milieux qui lui sont proches sont ambivalents sur le rapprochement avec l'Occident perçu comme la source d'évolutions sociétales négatives et plus largement de sécularisation de la société³⁵. Le métropolite géorgien Anton Bulukhia avait ainsi déclaré en mai 2020 que « si les valeurs européennes se résument à la haine envers l'Église et au piétinement des traditions et de la pureté familiale, alors nous rejetons cette Europe-là »³⁶. Des violents affrontements contre le projet de la première gay pride à Tbilissi en juillet 2021, et le 4 juillet 2024, une proposition de loi visant à interdire la propagande LGBTQ a été présentée au parlement géorgien³⁷. Officiellement, l'Église soutient l'intégration européenne, et le clergé est loin d'être monolithique sur la question. Il est néanmoins probable que la mésentente sur le sens de l'intégration européenne, aggravée par la crise de confiance que traverse actuellement l'UE aggravera les tensions sociétales et identitaires déjà présente, sur fond d'un conflit lui aussi non résolu avec la Russie.

À la lumière de ces faits on comprend aussi pourquoi les attitudes envers l'UE et les institutions occidentales soient si mitigées malgré le désir de les rejoindre, et pourquoi la Russie trouve des partisans malgré un rapport globalement conflictuel. La population géorgienne aspire à faire partie des institutions occidentales telles que l'Union européenne et l'OTAN, mais il y existe aussi dans certains milieux une certaine méfiance envers les influences extérieures et un désir de préserver les valeurs et les traditions nationales traditionnelles.

Le dilemme entre une orientation vers le Nord, la Russie, ou vers l'Ouest (l'UE) reste au cœur de la vie politique³⁸. Nous l'avons vu, les adversaires du régime dénoncent une « loi russe » et pensent que son adoption signale un changement de cap stratégique, un alignement sur la Russie. Tous y voient cependant un choix civilisationnel.

Selon l'enquête du National Democratic Institute (NDI), 81 % des citoyens géorgiens soutiennent les aspirations de leur pays à rejoindre l'UE. L'adhésion est vue comme un retour au « monde civilisé » une figure rhétorique que l'on retrouve souvent dans les discours et les énoncés des adversaires du régime actuel. Il désigne avant tout le monde occidental, et témoigne d'un orientalisme intériorisé³⁹, et

35. *Ibidem*

36. *Ibidem*

37. « Un projet de loi contre la communauté LGBTQ introduit en Géorgie », *Ibidem*

38. Serrano Silvia, *Ibidem*, p. 270.

39. *Ibidem*, p. 283.

d'un mythe de l'*antemurale*, qui désigne un pays ou une région considérée comme le rempart ou la barrière de la civilisation⁴⁰. Dans le contexte géorgien, on peut trouver des parallèles avec l'idée selon laquelle la Géorgie soit appelée à jouer un rôle crucial dans la protection des valeurs chrétiennes et européennes face à des influences extérieures. Ce n'est pas un hasard si la ville de Tbilissi est vue comme un tel rempart dans l'imaginaire médiatique contemporain. La Russie serait reléguée au despotisme oriental, oubliant que pour les élites culturelles géorgiennes la Russie fut dès le XIX^e siècle un pays médiateur vers la culture européenne. M. Saakachvili avait dit que en 2017 que pour la Géorgie le christianisme était un « passeport pour l'Europe »⁴¹.

Aujourd'hui, le nationalisme civique géorgien soutient l'intégration dans l'UE qui incarne pour de nombreux géorgiens la modernisation et du progrès. Or, le projet européen tel qu'il est promu aujourd'hui par les grandes institutions de l'UE (surtout la Commission européenne) ignore la nation et l'identité nationale, censée être remplacé par le multiculturalisme « post-moderne ». L'identité géorgienne est vue avant tout comme une identité européenne, à la frontière avec l'Asie et le monde musulman. Ce quiproquo est aussi celui d'autres pays d'Europe centrale et orientale qui avaient rejoint l'UE pour les mêmes motifs, et qui se trouvent souvent en conflit avec Bruxelles sur des questions sociétales et identitaires. Le cas de la Pologne du parti Droit et justice au sein de l'UE montre qu'il est tout à fait possible de concilier la défense des valeurs conservatrices à l'intérieur du pays avec une position antirusse à l'international.

Conclusion

Bien que le pays soit effectivement vulnérable aux manipulations de l'extérieur, il serait réducteur de présenter la crise politique géorgienne actuelle comme le produit d'une manipulation de l'étranger. Elle est le produit de tensions inhérentes aux représentations qui structurent l'identité nationale, dans les rapports entre l'Église et l'État, exacerbés par des logiques de transnationalisation qui renforcent et accentuent les clivages existants. On pourrait tout au plus parler de connivences objectives avec la Russie autour du thème de la défense des « valeurs traditionnelles » qui constitue l'atout principal du *soft power* russe, mais qui ne signifie pas forcément un réalignement de la politique étrangère du gouvernement géorgien. ■

40. John Armstrong, *Nations before Nationalism*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1982, p. 294.

41. Serrano Silvia, *Ibidem*, p. 275.

Orientations bibliographiques

- Batiashvili, Nutsa, *The Bivocal Nation. Memory and Identity on the Edge of Empire*, Tbilisi, Palgrave Macmillan, 2018.
- Jones, Stephen F., *Georgia : A Political History Since Independence*, London & New York, I.B. Tauris, 2015.
- Jones Stephen F. ; MacFarlane Neil (dir.), *Georgia : From Autocracy to Democracy*, Toronto, University of Toronto Press, 2020.
- Manning, Paul, « Materiality and Cosmology: Old Georgian Churches as Sacred, Sublime, and Secular Objects », *Ethnos*, n° 73:3, 2008. [http:// doi: 10.1080/00141840802324011](http://doi.org/10.1080/00141840802324011)
- Rayfield, Donald, *Edge of Empires : A History of Georgia*, London, Reaktion Books, 2012.
- Roy, Olivier, *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Paris, Seuil, 2008.
- Serrano, Silvia, *Orthodoxie et politique en Géorgie postsoviétique*, Paris, Karthala, 2018.
- Шнирельман, Виктор (Chnirel'man, Victor), *Войны памяти : мифы, идентичность и политика в Закавказье* [Les guerres de mémoire. Mythes, identité et politique en Transcaucasie], M., Akademkniga, 2003.
- Sartania, Katie, « Struggle and Sacrifice : Narratives of Georgia's Modern History », Carnegie Europe, Avril 2021, https://carnegie-production-assets.s3.amazonaws.com/static/files/2021-04_Sartania_Georgia_History_Updated.pdf
- Smith, Anthony D., *Chosen Peoples*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- Suny, Ronald Grigor, *The Making of the Georgian Nation*, Indiana University Press, 1994.
- Teurtrie, David, « Les nouveaux contours de l'influence russe dans le Sud-Caucase », *Confluences Méditerranée*, n° 1, 2023.
- Teurtrie, David, « Géorgie : les enjeux de la loi sur l'influence étrangère », 21 mai 2024, <https://www.leclubdesjuristes.com/international/georgie-les-enjeux-de-la-loi-sur-linfluence-etrangere-6013/>
- Tevzadze, Gigi, « The Birth of the Georgian Nation. Identity and Ideology. Politetal and Societal Identities. Nationality and Religiosity », *Identity Studies*, n° 1, 2009.